## LE REPORTAGE SUR LES TERRES DU DJIHAD : MISSION IMPOSSIBLE ?

Délicat, suicidaire, même, d'enquêter sur le terrain du djihadisme pour des reporters ? Pourtant, malgré les menaces, des journalistes qui entendent bien sortir vivants de leurs reportages se risquent sur les terres de Daech, d'Al-Qaïda, des Shebab somaliens et autres Boko Haram. Comment s'y prennent-ils ?

Huffington Post

« Les journalistes qui écrivent contre l'État islamique sont considérés comme des soldats ennemis et, à ce titre, comme des cibles à abattre », estime le chercheur Romain Caillet, spécialiste du djihadisme, ancien enseignant à l'Institut français du Proche-Orient¹. Daech est en rupture avec d'autres groupes islamistes, comme les Frères musulmans, qui n'exécuteraient jamais un journaliste hostile à leur idéologie. Mais pour l'El, « un article à charge est un acte de guerre », poursuit le chercheur. Les principales victimes de cette vision du monde de Daech sont les journalistes locaux, fichés, intimidés, persécutés et exécutés par les combattants de l'El : la prise de Mossoul en juin 2014 s'est soldée par la mort de treize journalistes, selon une enquête de l'ONG irakienne Journalistic Freedoms Observatory et Reporters sans frontières (RSF)².

Spectaculaire par sa violence, le traitement de la presse par Daech — l'acronyme arabe pour l'État islamique en Irak et au Levant — ne se résume pourtant pas aux décapitations de journalistes étrangers pris en otage (les Américains James Foley et Steven Sotloff, le Japonais Kenji Goto...), dont la barbarie a été savamment mis en scène par les propagandistes du « califat ». Pour les djihadistes, le « bon » journaliste n'est pas forcément le journaliste mort. Le maître mot pour décrire cette stratégie reste le contrôle : comme les dirigeants d'États totalitaires, les émirs de l'El veulent avoir la main sur l'information et contrôler au mot près ce que les médias disent d'eux³. Mais les combattants djihadistes peuvent aussi avoir une approche plus pragmatique, voire opportuniste face aux professionnels de la presse. Ce constat s'applique particulièrement aux reporters étrangers qui ont eu le malheur de tomber entre leurs mains. Pris en otage, ces journalistes constituent une importante source de revenus pour les groupes djihadistes. En Syrie, le commerce des otages est une véritable industrie, et la rançon pour un journaliste étranger peut atteindre, en fonction de sa nationalité, les dix millions de dollars.

Sur les cinquante-quatre journalistes détenus en otage dans le monde en 2015, vingtsix sont en Syrie – et l'immense majorité d'entre eux sont des journalistes locaux qui sont le plus souvent « arrêtés » et « jugés » par l'El. Le dernier en date est néanmoins japonais : le freelance Jumpei Yasuda a été kidnappé peu après son entrée en Syrie, début juillet. Les exécutions interviennent en cas d'échec des négociations (pour Kenji Goto, Daech a fait monter les enchères jusqu'à quarante millions de dollars) ou lorsque le « politique » prend le dessus. Selon Romain Caillet, cela semble avoir été le cas pour James Foley et Steven Sotloff, tous deux ressortissants américains qui ont été, selon lui, assassinés « en représailles » contre la politique de Washington dans la région.

L'ultraviolence – notamment la décapitation filmée –, devenue en quelque sorte la « signature » des terroristes de l'État islamique, n'est pas une « invention » de Daech. Le premier journaliste à avoir subi cette infamie est le reporter américain Daniel Pearl du *Wall Street Journal* en février 2002 à Karachi (Pakistan). Un assassinat attribué au représentant local d'Al-Qaïda, Khalid Sheikh Mohammed. Jusqu'à cette date, l'organisation d'Oussama Ben Laden s'était gardée de commettre de tels actes à l'égard des représentants de la presse. Pour le père de la victime, Judea Pearl, l'assassinat de son fils a créé un précédent dans le sens où les journalistes étaient dorénavant perçus par les islamistes comme des « agents d'une puissance étrangère »¹. Une analyse partagée par le journaliste britannique Patrick Cockburn, auteur du livre *Le Retour des djihadistes*², qui y voit une conséquence malheureuse de « *l'embedment* » de nombreux reporters dans l'armée américaine et britannique lors de la campagne d'Irak. Les images de ces journalistes juchés sur les chars américains à Bagdad continuent, selon lui, de hanter l'imaginaire djihadiste et de servir leur propagande. Les correspondants étrangers sont en somme considérés comme les « supplétifs » d'une



Le journaliste allemand Jürgen Todenhöfer pendant une interview avec un djihadiste allemand parti en Syrie.

armée d'occupation.

SOMEWHERE NEAR KABUL: Hamid Mir, Editor Ausaf, with Osama bin Ladin

L'un des lieutenants de Ben Laden, le Jordanien Abou Moussab al-Zargaoui, fondateur de la branche d'Al-Qaïda en Irak, tué en 2006 par un raid américain, est considéré comme l'un des principaux inspirateurs de Daech. Zargaoui se rend rapidement célèbre par sa cruauté : les décapitations, y compris filmées, c'est lui ; les combinaisons orange des condamnés aussi, en référence à la tenue des prisonniers de Guantanamo. « Lorsque Ben Laden avait un message pour le monde, il réalisait un enregistrement soigné, dans lequel il développait, dans la longueur et en multipliant les références religieuses et politiques, sa vision du monde. Lorsque Zarquaoui vient délivrer son message, on le voit apparaître un couteau à la main », écrit le journaliste Nicolas Hénin, ancien otage français de Daech<sup>3</sup>. « Il ânonne quelques mots, puis décapite son otage (...) avant de poster le film sur Youtube. Le corpus idéologique est réduit à sa plus simple expression. Pas de longue dissertation. On aurait envie de dire qu'il n'y a pas de message. En fait, la violence est le message », poursuit-il.

Pour les spécialistes de l'islam, il est néanmoins difficile de rattacher la politique de Daech envers les médias à une quelconque doctrine théologique, aussi extrémiste soit-elle. Certains y voient une mise en œuvre des préceptes du pamphlet djihadiste Gestion de la barbarie, attribué à un certain Abou Bakr Naji. Daté de 2007, ce texte est considéré comme le Mein Kampf des islamistes. La référence aux médias y est omniprésente, mais uniquement sous le prisme de la « guerre de l'information » : selon ce texte, il s'agit à travers les attentats et les violences de « détruire le prestige des États-Unis », et notamment leur « aura médiatique ».

Jamais revendiquée par Daech, une autre filiation s'impose néanmoins avec les exactions commises contre la presse en Algérie,



SOMEWHERE NEAR KABUL: Osama bin Ladin and Amyn Al-Zu

notamment par les islamistes du GIA, pendant la guerre civile du début des années 1990. Artistes, écrivains, chanteurs, dramaturges et surtout journalistes y étaient désignés nommément comme des « ennemis de l'islam ». L'un des émirs du GIA, Djamel Al-Din Al-Afghani, a théorisé comme suit le ciblage des journalistes, assimilés à des « judéo-sionistes » et des « agents étrangers » et par conséquent des « cibles légitimes » : « Ceux qui combattent l'Islam par la plume périront par la lame », dit-il. Les dirigeants du Front islamique du salut (FIS), vainqueurs des élections législatives de 1990, appellent tout d'abord les journalistes algériens à se « repentir » avant de publier une liste de noms de personnes à abattre. Le journaliste algérien Hassane Zerrouky dénombre 123 journalistes et employés de presse assassinés par balles ou décapités entre 1993 et 1997 : « Une tragédie à huis clos », écrit-il¹.

La Fabrique de l'info

Le spécialiste de l'islam Mathieu Guidère distingue deux phases dans les rapports des terroristes de l'État islamique avec la presse. La première, entre 2012 et 2014, lorsque Daech s'en prenait aux journalistes par opportunisme, dans le seul but de faire du « buzz ». « Lorsqu'ils tuaient cinquante personnes dans la population locale, pas une ligne n'était écrite à ce sujet dans la presse internationale, alors qu'en tuant un journaliste, ils créaient un buzz mondial. Ils recherchaient ce type de publicité pour se faire un nom », explique-t-il². Mais depuis juin 2014 et la prise de Mossoul, les choses ont évolué. Daech n'a plus besoin de cette publicité et cherche désormais à mettre l'accent sur la construction d'un État islamique – le califat. Le groupe ne cherche plus à kidnapper des journalistes, selon le chercheur, et essaie même d'instaurer une codification des relations avec les professionnels de l'information. À ce titre, les responsables du « service de presse » de Daech feraient même un tri entre journalistes hostiles et neutres, voire favorable à leur cause.

C'est à la lumière de ces éléments qu'il faut lire les « Onze commandements de Daech pour les journalistes à Deir ez-Zor », rendus publics en octobre 2014, peu après la prise de la province du même nom par les combattants de l'El. On y distingue clairement la volonté de Daech de mettre en place un embryon de législation de la presse. Plusieurs articles se réfèrent directement à la charia et instaurent le contrôle de l'information par les « autorités ». Ainsi, le onzième commandement met en place une procédure

Le journal « Dawn » publie un article du journaliste Hamid Mir qui a pu interviewer Oussama ben Laden après les attentats du 11 septembre 2001.